

Date : 4/04/13

A mi-mandat, le président de la CCI Nord de France évoque l'avenir de la région, sa mutation vers de nouveaux secteurs porteurs, et la fameuse transition énergétique chère à Rifkin. Il martèle l'urgence de sortir la métropole de la thrombose, sans pour autant préconiser de solution. Evitant toute polémique, le président du Comité Grand Lille mise résolument sur le consensus pour permettre à la région de « changer de braquet ».

Rencontre.

Quel est votre regard sur la crise actuelle ?

On est dans un contexte général lourd. On a la manie en France de se regarder le nombril. Voyons ce qui se passe ailleurs. Il se passe des choses que l'on a refusé de voir pendant longtemps. Le monde bouge. Il n'est pas en crise économique, on a une crise de sens, oui, mais pas une crise économique mondiale. La crise ne touche que les pays autrefois les plus avancés. La Chine, elle, a un problème de maîtrise de sa croissance, de transition écologique. Mais le monde connaîtra une croissance de 3,5% cette année. Certains pays se portent bien : le Japon, même les Etats-Unis. En revanche, la zone euro sera au mieux stagnante, au pire en légère décroissance.

Le climat qui semble se tendre entre région et communauté urbaine de Lille n'est-il pas dangereux ?

Je n'ai aucun commentaire à apporter sur la politique. Ce pourquoi je me mobilise, très fortement, c'est de faire comprendre que rêver d'une métropole « hors sol », qui se désintéresse de ce qui se passe autour d'elle, c'est une erreur capitale. Parler d'une métropole de 1,2 million d'habitants ça n'a pas vraiment de sens ; ce qui en a, c'est la cohésion de toute une région autour de la métropole. Et que nous ayons des services accessibles et une métropole forte, attractive et reconnue comme telle. Ça suppose que ce ne soit pas une pompe aspirante mais que l'on ait une conception en réseau, que la ville centre et les autres se complètent. C'est un crime contre l'esprit et contre nos intérêts d'opposer Lille aux autres villes de la région. Ce qui est important, c'est d'avoir accès à la métropole. C'est pour ça que les transports sont un élément clef de son avenir.

Parfaite transition vers la thrombose routière ! Quelles sont les solutions ?

Elle est catastrophique pour l'économie, pour les entreprises, pour l'écologie, pour la vie des gens. Je ne

suis pas de ceux qui disent : « Voilà la solution », il y en a sûrement plusieurs. Je suis prudent et je ne veux pas être dans l'antagonisme. Ma conception est de rechercher le consensus, entre les territoires, entre les entreprises, entre les politiques et le monde économique. On est encore trop dans les clivages. On ne peut pas dire qu'elle est sinistrée mais elle a clairement des problèmes lourds. Si on mettait autant d'énergie positive à essayer de travailler tous ensemble, plutôt qu'à se combattre, on gagnerait beaucoup de temps.

Que faire alors ?

Je laisse à d'autres le soin de proposer des remèdes. Mais le diagnostic est que la situation est intenable. On ne peut pas tout faire à la fois, se battre pour Seine-Nord et le reste, mais là il y a une lourde responsabilité, à la fois du monde économique - je veux bien qu'on en porte une partie, mais aussi de ceux qui ont en charge le problème des déplacements dans la région. On risque d'étouffer la métropole si on n'apporte pas des solutions à très court terme. Il ne faut pas se tromper, notre situation n'est pas gagnée d'avance. On a beaucoup bougé depuis des années, beaucoup avancé, mais les autres aussi. Comparativement, d'autres ont été plus vite que nous.

La région a encore une vraie dimension industrielle, n'est-ce pas un handicap en pleine phase de désindustrialisation ?

La dimension industrielle demeure mais elle se réduit. Nous ne sommes plus la première région industrielle de France. On est autour de 19% d'emploi industriel. Le problème n'est pas qu'il y en ait qui disparaissent, mais qu'il n'y en ait pas pour prendre la relève. On a quand même des réussites dans la région, je pense à Bonduelle, Roquette, Lesaffre. Les clefs du succès sont la stabilité du capital, l'innovation et l'internationalisation. Dans notre discours aux entreprises, nous insistons sur le fait que sans innovation, il n'y aura pas

de progrès. Et que l'international, s'il peut faire peur, est une des clefs qui permet à des PME ou des ETI, comme Mäder - n° 1 des peintures ferroviaires - de réussir. Je peux aussi vous citer Indelec et d'autres. Il y a un Nord - Pas-de-Calais qui gagne. Mais il y a aussi des secteurs qui n'ont pas achevé leur mutation. On a été l'usine de la France avec des industries lourdes non stratégiques. Et on se traîne depuis des générations des secteurs qui ont périéclité, avec des déficits de formation. Il faudra qu'on en sorte un jour.

Est-ce ce qui a pêché pour le grand emprunt ?

Probablement. La difficulté que nous avons parfois à parler d'une seule voix, à présenter des priorités, et à arriver à présenter des projets collectifs nous a certainement nuï. C'est ce qui s'est passé avec la réforme des universités. Et là, clairement on n'a pas fait ce qu'il fallait. Et même si sur le plan Campus, on a bénéficié d'une session de rattrapage avec une même correspondant au 4e accessit, sur le PIA, on n'a pas été bons.

Que pensez-vous du nouvel outil que constitue la Banque Publique d'Investissement ?

Je n'ai rien contre la BPI, je n'ai rien pour non plus. Si elle a été créée pour donner un signe fort, pour dire que la puissance publique est au service de l'investissement et des entreprises, très bien. Mais c'est surtout la fusion de trois organismes qui faisaient très bien leur travail. Dont Oséo, qui est remarquable. J'espère surtout qu'il n'y aura pas d'interférences qui pourraient rendre moins efficaces les organismes qui travaillaient très bien seuls. Il semblerait que ce ne soit pas le cas. Très bien. La BPI aurait pu servir si on l'avait vraiment décentralisée, si elle avait été le pivot du développement économique d'une région fortement dotée. Telle que l'avait présentée le Président de la République fraîchement élu. On peut déjà voir venir des reproches à l'encontre d'élus qui gèreraient n'im-

BIO EXPRESS

1943

Naissance

1967

Diplômé de l'ESJ Lille, qu'il présidera entre 1978 et 2008

1984

Direction de la rédaction éco du Figaro. Il crée les pages saumon

1986

Élu député UDF du Pas-de-Calais. Réélu en 1988, 1993 et 1997.

1995

Maire de St-Pol-sur-Ternoise et Ministre de l'Agriculture.

2000

Président du Crédit Mutuel du Nord

2007

Fondateur du World Forum Lille

2008

Élu président du Comité Grand Lille

2011

Élu président de la CCI de région



« On ne peut pas se contenter de jouer les pompiers »

porte comment. On aurait pu faire de la BPI un outil régionalisé, dans la gouvernance duquel auraient participé les forces vives de la région, avec une décision plus proche du terrain. C'est dommage, c'est une occasion ratée.

Le fonds de soutien de la CCI Grand Lille de 4 M€ pourrait-il prendre une dimension régionale ?

Il faut que les chambres territoriales jouent leur rôle de proximité. Et il me semble important que les dossiers d'entreprises en difficulté soient traités localement. Mais on fait du *benchmark* entre chambres et on se parle, quand une idée est bonne, elle est souvent reproduite. La chambre de région, employeur unique de tout le personnel, perçoit les ressources fiscales. A charge pour elle de les répartir, donc chaque zone est dotée. D'autres chambres territoriales ont mis en place des outils d'aides, pas toutes de la même manière, mais une réponse existe pour toutes les entreprises, dans tous les territoires. Après, ce qui souffre, aujourd'hui c'est la trésorerie, quand c'est temporaire c'est

facile, quand ça devient récurrent, ça devient compliqué.

Pour 2013, vous êtes dans quel état d'esprit ?

Préoccupé et vigilant, pour ne pas dire pessimiste, car c'est un mot que je n'aime pas. Mais on sait que c'est une année difficile. Notre travail, chambres de commerce, c'est d'aider les entreprises en situation difficile. Et aider ça ne veut pas forcément dire donner de l'argent. C'est aussi appuyer avec des contacts qui peuvent conseiller sur l'innovation, l'exportation. Celles qui exportent résistent mieux que les autres, or c'est possible pour des entreprises de toute taille. Même des Pme peuvent y arriver. Mais on ne peut pas se contenter de jouer les pompiers, il faut penser à la suite. Préparer des secteurs nouveaux, préparer la reprise, tracer des perspectives, travailler avec tous les acteurs de la puissance publique et coordonner tout cela.

A quels secteurs nouveaux pensez-vous ?

Certains, comme Internet explosent du jour au lendemain. Ce que sera la technologie dans 25 ans, on verra, mais il y a encore des progrès à venir, dans le domaine de l'énergie notamment. Le challenge est triple : écologique, démographique, nous sommes 7 milliards, nous serons 9 milliards en 2050. Et économique. En 50 ans, le PIB mondial va être multiplié par 4. Ce sont des gens qui vont se mettre à consommer, à rouler en automobile. On aboutit à un constat de bon sens qui est : peut-on continuer éternellement à pousser une économie basée sur l'exploitation de ressources fossiles ? La réponse est non. Le modèle économique que nous connaissons aujourd'hui est un modèle obsolète, périmé. Même Klaus Schwab, fondateur de Davos, hyper libéral a dit : « 2013 sera une année d'opportunité et de changement total » après avoir dit en 2012 : « Le capitalisme sous sa forme actuelle n'a plus sa place dans le monde qui nous entoure ». On voit bien qu'on arrive à une fin de cycle. On aurait pu se dire un jour où l'autre que le charbon ne suffirait pas. Posons-nous la question aujourd'hui ! Peut-être que l'industrie automobile se sera reconvertie sur l'électricité ? Peut-être aurons-nous de nouveaux types de véhicules que nous ne serons plus obligés de conduire ? Le monde est en train de bouger.

La région peut jouer sa carte dans cette mutation ? Avec la mission Rifkin ?

Aujourd'hui, dans la région il se passe déjà beaucoup de choses, il y a plein d'idées, de plans, de schémas. La CCIR a préparé 8 schémas sectoriels. Notre seule chance collective, c'est de travailler tous ensemble et Rifkin peut permettre ça. Car c'est difficile de savoir qui doit prendre le leadership. Là, on a un personnage médiatique, qui annonce une troisième révolution, liée à de nouveaux modes de création d'énergie. Sa pensée est intéressante. Le personnage a développé un certain savoir-faire, il a l'oreille de Barroso, celle du Premier Ministre chinois. Il peut nous apporter son expertise, il a une équipe

de 15 personnes très pointue, une véritable aura. Il peut servir de levier. Il peut nous aider à fédérer tous les acteurs. Alors oui, on avait besoin d'un Rifkin. Mais attention, on ne part pas de rien, on est dans la phase de collecte des travaux. Notre objectif est de donner une vision de ce que pourrait être la région dans 30 ans, en commençant par appliquer dès 2014 les premières réalisations concrètes.

Cela pourrait amorcer une vraie relance régionale?

Cet effet levier, c'est le plus grand service que l'on peut rendre à la région. Il faut changer de braquet, de dimension, de perspectives et qu'on arrête d'être dans des guerres picrocholines. On ne sera peut-être pas d'accord sur tout. Je pense au nucléaire. Mais si nous trouvons un consensus sur 60% des sujets, c'est bien. Après, l'écueil serait de nous projeter 30 ans à l'avance et de rien mettre en œuvre pour que ça arrive. L'idée est d'avoir des projets précis, labellisés Rifkin, et un calendrier. La construction de bâtiments à énergie positive, ça, on sait faire ! Dans le PIA, une rallonge de 4 milliards est prévue, dont 300 M€ dans la transition énergétique et notamment pour les énergies marines. On

n'a pas une façade maritime ? Je voudrais qu'en 2014, on ait des projets concrets. Il faut que cette région apparaisse comme à la pointe d'une révolution, qu'on cesse d'être une région du passé pour être une région de l'avenir. Il y en a marre de traîner la reconversion du charbon, de l'automobile qui souffre. On ne peut pas se contenter de ça et on a la possibilité de le faire. C'est donner une autre image de la région et c'est mobilisateur pour les gens.

Considérez-vous que la réforme consulaire ait été bien gérée ?

Il y a des antagonismes territoriaux et tout le monde ne marche pas au même pas. Certains sont plus partie prenante que d'autres. Maintenant, on a réussi à voter les budgets, nos schémas sectoriels et le déménagement à l'unanimité. Ça demande beaucoup d'énergie mais quand je vois ce qui se passe ailleurs, je me dis qu'on n'est pas les plus mauvais ! Ça tient à la qualité des hommes, à de la volonté. Oui, c'est une réforme mal ficelée, mais ici on arrive à trancher entre nous. Ça demande des efforts de diplomatie considérables, j'aurais été incapable de les fournir il y a vingt ans. Mais je brûle mes derniers feux ! Il me reste deux ans et demi de mandat. Et je n'en n'aurai pas d'autre. Je

n'œuvre pas pour ma réélection, ni pour la légion d'honneur, ce que je fais me passionne.

Vous ne préparez pas de retour en politique ? Il y a eu des bruissements de couloirs...

Pas du tout ! C'est fini, sous quelque forme que ce soit. Ni même au niveau municipal, malgré les quelques sollicitations. J'ai tourné la page, sans regret ni amertume. Il faut être raisonnable dans la vie, on ne prépare pas de retour en politique quand on franchit la décennie que je passe cette année. J'ai une limite d'âge qui m'est imposée pour les CCI, je sais que j'ai un mandat à finir. Je me suis fixé des buts à atteindre, certains diront qu'il y a un peu d'orgueil. Peut-être. Mais c'est exaltant d'avoir des objectifs. Et notamment de défendre l'utilité d'un réseau consulaire que l'on peut craindre menacé et qui doit travailler avec de moins en moins de moyens. Donc il faut faire mieux avec moins, et avoir des bonnes équipes. Si on arrive dans deux ans et demi à avoir mis en place une stratégie économique pour la région, que voulez-vous de plus ?

Certains ont pu critiquer l'évolution télé du Comité Grand Lille. Vous assumez ?

Je ne suis pas responsable. Ce n'est pas mon idée. C'est celle de Jean-Pierre Guillon. Mais j'adhère ! Sinon j'aurais dit non. On peut toujours regretter le passé. Et se dire : « *La guerre était jolie quand on avait 20 ans* ». Mais les choses, les gens, les habitudes, les projets ont changé. Fallait-il donner une dimension extérieure à ces retrouvailles ? Oui. Il fallait aussi favoriser la montée en puissance d'une nouvelle génération et faire fonctionner des groupes de travail en réseau. Des jeunes se sont investis, une génération de quadras, c'est très positif.

Pierre Mauroy y était très fidèle, on n'y voit guère Martine Aubry...

Pierre de Saintignon est là tout le temps ! Ce n'est pas neutre et vous en tirez les conclusions que vous voulez. On ne peut pas imposer les choses à quelqu'un qui refuse. Je dis souvent : « *Faites ce que vous avez le pouvoir de faire* ». Ce à quoi il faut penser, c'est à transmettre le relais, dans le monde économique comme dans le monde politique. Notre responsabilité est de laisser la place et de faire monter ces plus jeunes. Faites les comptes, à droite comme à gauche, les jeunes sont assez peu nombreux ! Il faut que ça change ■

« Il faut qu'on change de braquet, de dimension, de perspectives et qu'on arrête les guerres picrocholines. »

